

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## Commission sur la santé, où en est-on ?

Prissilia.M.MOUIY  
Libreville / Gabon

La maison santé ne se porte pas bien. Ce n'est un secret pour personne. Pour ramener la sérénité dans ce secteur vital miné par une grande crise de confiance entre la tutelle, le personnel soignant et les patients, il a été mis en place, le 15 novembre dernier, à la demande du ministre de la Santé, Max Limoukou, une commission. Celle-ci disposait de dix jours pour examiner les maux qui minent les hôpitaux publics et faire, par la suite, des propositions pertinentes, allant dans le sens d'optimiser la qualité et l'offre de soins, les prestations, etc.

Plus de deux semaines après sa création - le délai de 10 jours qui était imparti aux commissaires étant largement dépassé -, l'opinion publique se demande toujours de quoi a accouché cette commission ? Si le ministre

de la Santé, lors d'une de ses récentes sorties, reconnaissait que la rétention volontaire de l'information serait, entre autres, à l'origine des dysfonctionnements au sein du département dont il a la charge, il revenait par contre à cette commission de réfléchir sur la manière de refonder tout le secteur de la santé. Et, même si on ignore ses composantes, un travail en synergie entre le personnel soignant, le personnel administratif et la société civile serait souhaitable, et donnerait plus de crédibilité aux résultats attendus. D'autant que les problèmes de la maison santé touchent aussi bien le personnel médical lui-même, que la population qui en dépit des investissements colossaux consentis par les pouvoirs publics dans ce secteur, continue de subir les affres d'un système de santé défaillant.

On ne compte pas, en effet, le nombre de situations déplorables que des usagers ont vécues dans les structures sanitaires



Photo: R.HAJI L'Union

**Les propositions de la commission sur la santé sont attendues par les usagers des hôpitaux publics.**

publiques, aussi bien à Libreville et ses environs qu'à l'intérieur du pays. Des manquements souvent liés à la désinvolture du personnel soignant, l'obsolescence du matériel, la marchandisation des

prestations par des médecins... Sans oublier l'absence parfois du dispositif nécessaire médical dans les hôpitaux et autres dispensaires.

Aussi, les usagers souhaitent-ils

que les conclusions de cette commission, que beaucoup présentent comme un effet d'annonce, soient rendues publiques. Il en va de la crédibilité de notre système sanitaire.

### Le clin d'œil de *Lybek*



## Paludisme : bientôt des tests de diagnostic rapide dans les pharmacies

Frédéric Serge LONG  
Libreville/Gabon

DANS l'objectif d'améliorer l'accès à des soins de qualité, les Tests de diagnostic rapide (TDR) d'un accès palustre simple feront bientôt leur apparition au sein des pharmacies d'officine privée. Il sera donc désormais question pour ces structures, dont l'importance est capitale dans la chaîne de la santé, de procéder à un diagnostic biologique express avant tout conseil ou administration d'une prescription médicale.

"Au niveau de nos pratiques, nous avons constaté que l'automédication se déroulait au niveau des pharmacies d'officines. Pourtant, toute fièvre n'est pas un accès palustre simple. Donc, ces TDR permettront de faire une

différenciation entre le type de fièvre, et d'aider les responsables de la politique pharmaceutique à protéger les molécules. Ceci afin d'éviter la résistance aux antimicrobiens", a expliqué Dr Okouyi Ndakissa, directrice du médicament et de la pharmacie à l'Office pharmaceutique national. C'était à l'ouverture, hier, à l'hôtel Hibiscus de Louis, d'un atelier de deux jours de formation des formateurs à l'introduction de ces outils. En présence, notamment, du Dr Safiou Abdou Razack, le directeur du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP).

Les pharmacies d'officines privées pourront donc s'approvisionner auprès des sociétés importatrices de dispositifs médicaux exerçant au Gabon. "Bien entendu, ces TDR ne se-



Photo: Frédéric Serge Long

**La nouvelle approche expliquée par Dr Safiou Abdou Razack, directeur du PNLP, et Dr Okouyi Ndakissa, directrice du médicament et de la pharmacie à l'OPN.**

ront peut-être pas gratuits, mais il vaut mieux déjà améliorer l'accès aux soins en faisant comprendre à toute la population qu'un diagnostic biologique est important", a ajouté Dr Okouyi Ndakissa.